



**HAL**  
open science

Charlotte Halpern, Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès (dir.), *L'instrumentation de l'action publique. Controverses, résistances, effets*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014 ”

Cyril Benoît

► To cite this version:

Cyril Benoît. Charlotte Halpern, Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès (dir.), *L'instrumentation de l'action publique. Controverses, résistances, effets*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014 ”. *Revue Française de Science Politique*, 2014, 64 (6), pp.1256-1257. 10.3917/rfsp.646.1224 . halshs-01118934

**HAL Id: halshs-01118934**

**<https://shs.hal.science/halshs-01118934>**

Submitted on 3 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Halpern Charlotte, Lascoumes Pierre, Le Galès Patrick, dir., *L'instrumentation de l'action publique. Controverses, résistances, effets.* – Paris, Presses de Sciences Po, 2014 (Gouvernances). 526 p. Figures**

Loin de se réduire à un simple ouvrage bilan, l'imposant volume dirigé par Charlotte Halpern, Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès se présente davantage comme le prolongement des débats ouverts dix ans plus tôt dans *Gouverner par les instruments*<sup>1</sup>. On remarquera d'emblée que c'est l'« instrumentation » et non plus seulement la notion d'« instrument »<sup>2</sup> qui est mise en avant dans le titre du présent *opus*. Ce glissement sémantique vient souligner l'attention renouvelée des auteur.e.s pour « l'ensemble des problèmes posés par le choix et l'usage des outils [...] qui permettent de matérialiser et d'opérationnaliser l'action gouvernementale » (introduction, p. 17). Il s'inscrit également dans une volonté de renforcer son ancrage dans les débats plus généraux qui animent la sociologie politique, répondant ainsi à certaines critiques formulées à l'encontre de ses postulats. Ce recueil collectif se compose de plus d'une quinzaine de chapitres, dont les aspects les plus saillants sont discutés au cours d'une introduction exhaustive, à la fois de par la synthèse qu'elle dresse des enjeux théoriques soulevés et par son exposition des principaux thèmes discutés.

Fondateurs de son programme de recherche, les nombreux échanges développés avec d'autres disciplines sont traités dans les cinq chapitres de la première partie du volume. Au terme d'un riche travail de clarification conceptuelle, Franck Aggeri et Julie Labatut (chapitre 1) évoquent tout d'abord les affinités complexes qui lient l'approche par les instruments et les sciences de gestion. S'inscrivant dans le périmètre de la sociologie des sciences, Daniel Benamouzig (chapitre 2) avance quant à lui la notion « motifs cognitifs » dont il évoque la relative autonomie à l'égard des dimensions proprement matérielles des instruments d'action publique. Les trois chapitres suivants viennent rappeler les apports importants de cette notion au développement de la socio-économie. La seconde partie thématique regroupe des auteurs adoptant une plus forte inclinaison pour l'analyse des politiques publiques, notamment autour de la notion de *design* convoquée par Edward Page et Michael Howlett dans leurs contributions respectives (chapitres 8 et 9). Pierre-Yves Baudot (chapitre 6) et Sabine Saurugger (chapitre 10), quant à eux, associent l'étude des instruments à des perspectives fondées sur le temps long, informées par la sociohistoire et le néo-institutionnalisme historique. La dernière partie du livre est consacrée aux « effets » des instruments, alternativement envisageables à l'aune des choix et des modalités de mise en œuvre qu'ils induisent pour l'action publique (*outputs*) ou en termes de capacités du politique à organiser un secteur d'activité (*outcomes*, cf. l'introduction, p. 39).

---

<sup>1</sup>. Pierre Lascoumes, Patrick Le Galès (dir.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004 (dont a rendu compte Cécile Crespy, *Revue française de science politique*, 56 (4), août 2006, p. 746-748). Voir aussi sur cette notion le dossier « L'action publique au prisme de ses instruments », *Revue française de science politique*, 61 (1), février 2011, p. 5-104.

<sup>2</sup>. Rappelons que l'instrument d'action publique se définit comme « un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur » (introduction, p. 17).

À cet égard, l'intérêt de l'approche pour l'analyse de l'action publique est amplement prolongé par la contribution de Benjamin Lemoine sur la mise en marché de la dette publique en France (chapitre 12). L'auteur montre brillamment comment la promulgation de plusieurs dispositifs sociotechniques a progressivement engendré des phénomènes de sectorisation du problème de la dette, faisant disparaître les solutions alternatives aux yeux des acteurs par l'accentuation de phénomènes de dépendance au sentier. Citons également le travail exposé par Lorenzo Barrault sur la carte scolaire (chapitre 13) et celui de Thomas Aguilera sur la gestion des *squats* parisiens (chapitre 14), qui viennent utilement rappeler qu'une entrée par les instruments est inséparable d'une sociologie de leurs usages.

En dépit de la somme indéniable qu'il représente, *L'instrumentation de l'action publique* peut parfois laisser au lecteur un sentiment ambivalent. La richesse des différentes études de cas donne en effet à voir un courant de recherche fécond, dont l'un des principaux mérites est d'avoir permis d'établir de nombreuses passerelles entre des disciplines jusque-là cloisonnées. Néanmoins, les acceptions très différentes, voire divergentes de l'étude des instruments qui ne manquent pas d'apparaître tout au long de l'ouvrage peuvent également être considérées comme le reflet d'une certaine fragmentation. Bâtie au carrefour de nombreux courants, la notion d'instrument d'action publique aurait-elle été peu à peu absorbée par de multiples débats disciplinaires dont elle cherchait justement à faire la synthèse pour mieux les dépasser ? Cette interrogation, que pouvait déjà soulever *Gouverner par les instruments*, ne semble pour l'instant pas avoir entamé la vivacité des recherches sur les diverses formes de l'instrumentation de l'action publique.

**Cyril Benoît**

*Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim*